



COLLÈGE
DE FRANCE
— 1530 —

Fourniture, déploiement et maintenance d'un logiciel de gestion des ressources humaines

2025-04

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Table des matières

1 - CONTEXTE DE L'ACCORD-CADRE.....	3
1.1 OBJET ET PARTIES	3
1.2 DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS, VARIANTE ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	3
1.3 REFERENCES JURIDIQUES.....	3
1.4 FORME DU MARCHE.....	3
1.5 DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
2 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	4
3 – PRESTATIONS ATTENDUES	4
3.1 MODALITES D'EXECUTION	4
3.2. PERIODE DE GARANTIE.....	6
3.3. MAINTENANCE DURANT LA DUREE D'EXECUTION	6
3.4. BILAN DES EMISSIONS DE GAZ A EFFETS DE SERRE.....	6
3.5. POLITIQUE DITES « GREEN IT ».....	6
4 - EMISSION ET EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	7
5 - OBLIGATION DES PARTIES	7
5.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	7
5.2. OBLIGATIONS DU COLLEGE DE FRANCE :	9
5.3 RESPONSABILITE DU TITULAIRE	9
5.4 PROPRIETE INTELLECTUELLE ET PROPRIETE DES RESULTATS.....	9
6 - INTERVENANTS.....	9
7 - PRIX ET MODALITES DE REVISION.....	10
7.1. FORME ET ETABLISSEMENT DES PRIX.....	10
7.2 MODALITE DE REVISION DES PRIX DE LA MAINTENANCE ET DU BPU :	11
7.3. RETENUE DE GARANTIE	11
7.4 TAUX DE CHANGE	12
7.5 AVANCE.....	12
8 – SOUS-TRAITANCE	12
9 - PENALITES.....	13
10 - MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT	14
10.1 MODALITES DE FACTURATION	14
10.2. MODALITES DE REGLEMENT	15
11 - DISPOSITIONS DIVERSES D'EXECUTION	15
12 - LITIGES	17
13 - RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	18
14 - DEROGATION AU CCAG-TIC	18
15 - ANNEXES	19

1 - Contexte de l'accord-cadre

1.1 Objet et parties

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture, le déploiement et la maintenance d'un logiciel intégré de la gestion des ressources humaines.

1.2 Décomposition en tranches et lots, variante et prestations supplémentaires éventuelles

Conformément à l'article L.2113-11-2° du Code de la commande publique, le présent accord-cadre ne fait l'objet d'aucun allotissement en ce que l'identification de prestations distinctes est impossible.

L'accord-cadre n'est pas fractionné en tranche ou en phase, compte tenu de l'impossibilité de distinguer différentes prestations dans son objet. Les variantes ne sont ni prévues ni autorisées.

Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

1.3 Références juridiques

L'accord-cadre est soumis au Code de la commande publique et au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Technologie de l'Information de la Communication (CCAG-TIC)

Le Code CPV du marché est 72261000-2 - Services de développement de logiciels pour la gestion des ressources humaines

1.4 Forme du marché

L'accord-cadre est mixte.

Il s'exécute pour partie sur la base d'un montant forfaitaire, et pour partie par l'émission de bons de commande lors de la survenance des besoins, sur la base de prix unitaires.

La partie à prix unitaires s'exécute sur bons de commande, sans montant minimum et avec un montant maximum de commande de 500 000 € HT sur toute la durée d'exécution. Les bons de commande seront notifiés par le Collège de France au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande émis doivent être exécutés même si l'accord-cadre se termine entre temps, dans la limite de 6 mois après la date de fin dudit accord-cadre.

Le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification et il ne sera pas délivré d'ordre de service de démarrage du délai d'exécution de ces prestations.

1.5 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de quatre ans. La partie forfaitaire est d'exécution immédiate, dès notification ou ordre de service de démarrage (pour le progiciel, son installation, son déploiement, son paramétrage, etc...).

2 - Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 CCAG-TIC, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

1. L'acte d'engagement (AE) ;
2. La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
3. le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
4. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
5. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe : la grille des besoins fonctionnels et des exigences techniques ;
6. Le CCAG-TIC ;
7. Les avenants postérieurs à la notification ;
8. L'offre technique du titulaire incluant le Cadre de réponses techniques et le Cadre de réponse – Actions en matière de performance sociale et environnementale.

En cas de contradiction, de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre les différents documents mentionnés ci-dessus, ces documents prévaudront dans l'ordre où ils sont énumérés.

Par ailleurs, aucune condition spécifique ou générale figurant dans les documents envoyés par le titulaire au titre de cette consultation ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre. Il en est ainsi, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux, liste non exhaustive.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

3 – Prestations attendues

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP.

3.1 Modalités d'exécution

3.1.2. Obligation de confidentialité et traitement des données personnelles : Le titulaire et le Collège de France s'engagent réciproquement au respect des règles relatives aux obligations de confidentialité et de protection des données à caractère personnel, dans les conditions définies par le CCAG-TIC. Tout manquement à cette obligation entraînera la résiliation de l'accord-cadre.

3.1.2. Conditions de remise des livrables

Les prestations devront être effectuées dans les locaux du titulaire et/ou sur le site du siège du Collège de France, à Paris Intra-muros, conformément aux dispositions définies par le CCTP, dans le respect du CCAG-TIC, et conformément aux « règles de l'art ».

Le représentant du Collège de France contrôle la bonne exécution des prestations au travers des opérations ci-dessous exposées, de la qualité, de l'exhaustivité de la documentation attendue, du respect des délais et des règles contractuelles en général.

Les opérations de livraison, d'installation et de vérification sont les suivantes :

- Mise en ordre de marche ;
- Vérification d'aptitude (VA)
- Mise en production ;
- Vérification de Service Régulier (VSR).

Mise en ordre de marche : Les conditions de livraison et de mise en ordre de marche sont précisées au CCTP. La date prévisionnelle de livraison des prestations est le 15 mars 2025. A compter de la livraison, le titulaire dispose de dix mois de mise en ordre de marche avant mise en production et recette. Le non-respect de ces délais entraînera l'application de pénalités.

Vérification d'Aptitude (VA) : La vérification d'aptitude a pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées au CCTP, hors retards imputables à l'établissement.

Conformément à l'article 27 du CCAG-TIC, le délai imparti au Collège de France pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de 30 jours à compter de la date de notification du procès-verbal de mise en ordre de marche des matériels ou logiciels.

La réception physique des livrables sera faite par le représentant du Collège de France pour l'exécution des prestations.

Les opérations de vérification qualitative et quantitative sont effectuées par le Collège de France conformément aux dispositions prévues par les articles 32 à 34 du CCAG-TIC.

Si la prestation est reconnue défectueuse ou non conforme, la prestation est refusée et son remplacement demandé. Dans ce cas, tous les frais occasionnés sont supportés par le titulaire.

À l'issue des opérations de vérification, le Collège de France prend selon le cas, une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. En tout état de cause, les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés.

Vérification de Service Régulier (VSR) : La vérification de service régulier a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées. Les conditions de vérifications de service réalisé sont décrites au CCTP. Conformément à l'article 33.2.2 CCAG-TIC, la durée des opérations de vérification de service régulier sera de 3 mois.

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision de réception dans les conditions prévues aux articles 33 et 34 du CCAG-TIC.

3.2. Période de garantie

La période de garantie commence lorsque la VSR est achevée. Le titulaire s'engage à garantir l'ensemble des prestations et fournitures réalisées dans le cadre du CCTP, pendant une durée d'un an à compter de la date de la fin de vérification de service régulier (VSR).

Pendant la période de garantie, le titulaire s'engage à prendre en charge, selon des conditions qu'il précisera dans son offre et qui respecteront les exigences de délai de maintenance présentées dans le présent CCAP, la correction des anomalies constatées par le Collège de France en matière de service fourni et des développements réalisés dans le cadre du projet.

3.3. Maintenance durant la durée d'exécution

Le titulaire fournira dans le cadre de son offre une proposition détaillée de la maintenance préventive et corrective qui devra respecter les délais de maintenance prévu dans son offre.

3.4. Bilan des émissions de gaz à effets de serre

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de 2 (deux) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard 15 jours après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document

3.5. Politique dites « green IT »

Le titulaire met en place une politique de « Green IT » (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des mails et envois raisonnés) et de réduction de l'empreinte carbone des flux numériques.

Soucieux de limiter l'impact écologique de ses achats, l'acheteur intègre dans le présent CCAP des dispositions environnementales. À ce titre, le titulaire met en place des dispositions permettant de réduire son empreinte environnementale dans l'exécution des prestations des prestations. Il rend compte, à la demande de l'administration, des actions réalisées afin de réduire son empreinte écologique en matière :

- d'hébergement et de tri de données ;
- d'hébergement de sa plateforme de consultation en ligne ;
- de gestion des courriels raisonnée ;
- de recyclage du matériel informatique utilisé pour réaliser les prestations du marché. »

4 - Emission et exécution des bons de commande

Pour la partie exécutée à prix unitaires de l'accord-cadre les commandes sont réalisées au moyen de bons de commande qui sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande. Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro de l'accord-cadre (2025 04) ;
- le numéro d'engagement juridique (n° du bon de et le code service) ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la désignation et l'adresse du service passant la commande
- l'adresse de facturation ;
- la nature et la description précise des prestations à réaliser ;
- la date, l'heure et le lieu de la prestation ;
- les montants hors taxe et toutes taxes comprises du bon de commande.

5 - Obligation des parties

5.1 Obligations du Titulaire

Le titulaire est tenu d'une obligation de résultat. Il garantit au Collège de France que les prestations seront exécutées selon les conditions énoncées dans le CCTP et dans son offre. En cas de non-respect de cette obligation, le titulaire pourra se voir appliquer les pénalités prévues au présent CCAP. Le titulaire s'engage également à mettre à disposition du Collège de France du personnel qualifié pour exécuter les prestations.

S'il est dans l'impossibilité d'assurer les prestations qui lui sont commandées dans le respect des clauses du présent accord-cadre, il en avise immédiatement le Collège de France et soumet les justifications y afférentes. Le Collège de France pourra demander des précisions ou des éclaircissements s'il estime que la prestation délivrée n'est pas intelligible ou complète ou si elle ne répond pas aux exigences fixées au présent CCAP.

Obligation d'information : Le Titulaire s'engage à informer sans délai le Collège de France de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou à compromettre le fonctionnement de l'accord-cadre et de toute procédure qui entraînerait notamment :

- une modification dans la structure et la charge de travail de l'équipe intervenante ;
- un changement des intervenants proposés ;
- une modification dans les méthodes de travail ;
- une prise de contrôle par une autre société ou une fusion entre plusieurs structures ;
- une modification dans la structure juridique du titulaire, la répartition de son capital ;
- une déclaration de cessation de paiement ayant comme conséquence un redressement ou une liquidation judiciaire ;

Plus globalement le titulaire s'engage par ailleurs à informer sans délai et par écrit le Collège de France de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou compromettre le fonctionnement ultérieur des prestations.

Le titulaire est aussi tenu de communiquer, sans délai et par écrit au Collège de France, les changements d'intitulé du compte bancaire ou postal sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent accord-cadre.

S'il néglige de se conformer à ces dispositions, le titulaire est informé que le Collège de France ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement ou tout autre document fourni par le titulaire, du fait des modifications intervenues au sein de la société et dont le Collège de France n'aurait pas eu connaissance.

Une prolongation du délai de mise en œuvre peut être accordée si le titulaire se trouve retardé dans l'exécution des prestations du fait du Collège de France, ou par cas de force majeure sans toutefois prétendre à aucune indemnité que ce soit. Pour pouvoir bénéficier des dispositions du présent paragraphe, le titulaire doit signaler les causes du ou des retards qui, selon lui, échappent à sa responsabilité, dans un délai de 8 (huit) jours calendaires après leur survenance, par tout moyen permettant d'attester bonne réception. En cas de non-respect de cette clause, le titulaire se verra appliquer les pénalités de retard.

Obligation générale de conseil : De manière générale, le titulaire est tenu de se comporter en conseiller vis-à-vis du Collège de France et s'oblige à faire preuve de la compétence, du soin et de la diligence appropriée dans l'accomplissement des prestations objet du présent marché.

Le titulaire signale au Collège de France tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Obligation de transmission de documents : Le titulaire s'engage à transmettre au représentant du Collège de France l'ensemble des livrables demandés.

Continuité de service : Dès lors que le titulaire est sollicité pour assurer une prestation, il lui appartient de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'en assurer l'exécution de bout en bout, tout en garantissant les obligations de qualité et de résultats requise.

5.2. Obligations du Collège de France :

Afin que le titulaire soit en mesure d'effectuer sa mission, le Collège de France s'engage à :

- Tout mettre en œuvre pour que le titulaire dispose en temps utile de toute information que le Collège de France estimerait nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- Collaborer avec le titulaire et à lui communiquer sur demande toutes les informations dont il a connaissance ou qu'il possède susceptibles de l'aider dans l'exécution des prestations ;
- Mettre le titulaire en rapport avec les personnes de l'établissement concernées par le projet.

5.3 Responsabilité du titulaire

Le titulaire sera responsable de tous les dommages subis par le Collège de France, résultant d'un manquement dudit titulaire à ses obligations contractuelles telles que définies dans le présent accord-cadre et notamment de tous les préjudices et/ou dommages, matériels ou immatériels consécutifs ou non, que la réalisation des prestations pourrait causer au Collège de France.

La responsabilité du titulaire sera recherchée, en cas de retard, d'inexécution ou de mauvaise exécution de ses prestations objet des présentes, sauf si ce dernier rapporte la preuve que qu'elle résulte d'un événement de force majeure ou d'une faute du Collège de France.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations du marché, de conseiller le Collège de France, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir, et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser.

5.4 Propriété intellectuelle et propriété des résultats

Il sera fait application des articles 46 et suivants CCAG-TIC.

6 - Intervenants

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG-TIC, dès la notification, le titulaire et le Collège de France désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution et notifie cette désignation à l'autre partie.

Représentation du Collège de France : Le Collège de France désigne la Direction des Ressources Humaines comme étant chargée des relations avec le titulaire.

Représentation du titulaire : En cas d'absence de l'interlocuteur désigné, le titulaire désignera une autre personne et en informera ses correspondants sur les sites. En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires sont seules habilitées à les engager. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées en cours d'exécution.

Pendant toute la durée d'exécution, le titulaire maintient l'équipe dédiée proposée dans son offre. Le titulaire affecte à l'exécution des prestations des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification et d'expérience nécessaire, en fonction de la nature des prestations, à la bonne réalisation de celles-ci.

Il appartient au titulaire de maintenir, pendant toute la durée de l'accord-cadre et sans interruption, ces niveaux conformément à ceux prévus dans les documents contractuels régissant le présent accord-cadre.

Le titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement ne perturbent en rien les délais de fourniture des livrables ni la qualité des prestations.

En cas de départ d'un intervenant du titulaire affecté à l'exécution des prestations, le titulaire prendra à ses frais toutes les mesures (telles que recrutement de ressources supplémentaires, formations, etc.) permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des prestations et le respect par le titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Pilotage : Le titulaire transmet régulièrement un état de son activité au sein du présent accord-cadre. Cet état d'activité peut comprendre la liste des bons de commande émis avec leur objet et leur montant, nombre d'avoir émis, liste non exhaustive.

7 - Prix et modalités de révision

7.1. Forme et établissement des prix

Le présent accord-cadre est conclu à prix forfaitaire pour les prestations mentionnées à l'acte d'engagement et à la DPGF, et à prix unitaires aux prix figurant au BPU pour les prestations y mentionnées. Les prix initiaux sont réputés établis aux conditions économiques de la date de signature de l'offre appelé « mois zéro » (M0).

Les prix sont réputés complets et comprennent l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les services, notamment la rémunération des intervenants, leurs éventuels frais de déplacement, les frais afférents à l'ingénierie, ainsi que tous les frais résultants de la prestation à réaliser sans que le liste soit exhaustive.

Les prix s'entendent hors taxes et sont majorés, le cas échéant, de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur. L'unité monétaire applicable au présent marché est l'euro.

La prestation forfaitaire est conclue à prix ferme pour le progiciel et la maintenance, les prix de du BPU sont révisibles annuellement.

7.2 Modalité de révision des prix de la maintenance et du BPU :

Ces prix sont révisés annuellement, à la date anniversaire de la notification, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85(I/I_0))$$

Formule dans laquelle :

P = le prix révisé ;

P₀ = le prix initial au mois zéro ;

I = la dernière valeur de l'indice publiée au moment de la demande de révision ;

I₀ = valeur de cet indice au mois de demande de révision – (moins) 12 mois.

L'indice en question est l'indice syntec.

Le titulaire s'engage à transmettre au Collège de France, deux mois avant chaque date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, et par tous moyens permettant d'attester de la bonne réception, les tarifs applicables pour la nouvelle année sous forme d'un nouveau BPU pour ce qui concerne les prix unitaires. Les prix révisés sont revus à la hausse ou à la baisse.

Les nouveaux tarifs feront apparaître les anciens tarifs et le pourcentage de variation en indiquant si c'est en plus ou en moins.

Le Collège de France dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la réception des nouveaux prix pour faire connaître ses observations. Passé ce délai, ou dans le silence de celui-ci, les nouveaux prix deviennent applicables à la date anniversaire de la notification.

Clause de sauvegarde : En cas d'augmentation moyenne des prix concernés supérieure à 3% par rapport à l'année n-1, et faute d'accord amiable, le Collège de France se réserve la possibilité de résilier cette partie de l'accord-cadre sans indemnité.

Remise : le titulaire peut faire bénéficier le Collège de France de remises commerciales, quel qu'en soit la dénomination.

7.3. Retenue de garantie

La partie forfaitaire de l'accord-cadre peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R 2191-45 à R 2191-63 du Code de la commande publique. Il sera fait sur le montant des situations une retenue de garantie de 5 % qui sera réglée à l'expiration du délai de garantie. La retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie en première demande dans les formes prévues par l'article R2391-25 du Code.

7.4 Taux de change

Les taux de change applicables sont les taux publiés par la Banque Centrale Européenne. Les prix des prestations effectuées hors zone euros sont établis en euros sur la base des taux de change de la monnaie étrangère concernée en vigueur à la date d'établissement, par le titulaire, des factures correspondantes. Le titulaire s'engage à communiquer mensuellement au Collège de France les taux de change appliqués dans le calcul du montant des factures.

En cas de litige sur le montant d'une facture, le titulaire appliquera le même taux de change pour l'établissement d'une éventuelle nouvelle facture que celui mentionné sur la facture mise en cause, sauf si ledit litige concernait le taux de change.

7.5 Avance

Une avance pourra être accordée dans les conditions des articles R2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le collège de France versera au titulaire, sauf si ce dernier y a renoncé dans l'acte d'engagement, une avance égale à 20% d'une somme égale à douze fois le montant total initial toutes taxes comprises de la part forfaitaire de l'accord-cadre divisé par sa durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 50 % du montant initial de la part forfaitaire. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 75 % du montant initial, toutes taxes comprises. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

8 – Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du Collège de France, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance.

Cet acte mentionne la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le Collège de France doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), le Collège de France est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L2193-7 du Code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance au Collège de France lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. À défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG-TIC.

En application des dispositions de l'article L2193-2 du Code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par le Collège de France.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

9 - Pénalités

Pénalités pour retard de déploiement : Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du Collège de France de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie des prestations aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC le non-respect par le titulaire des dates de réalisation des prestations telles qu'exposé dans le planning de son offre expose le titulaire, sur simple constat sans mise en demeure préalable, à une pénalité de retard d'un montant défini par la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 100$$

Formule dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours entamés de retard.

Pour le traitement des tickets et les demandes de développements spécifiques :

Les pénalités s'appliquent selon la formule suivante :

$$P = (Dr - Dt) \times 100\text{€ HT}$$

Formule dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

Dr = Le délais de réponse constaté entre la réception du ticket et la réponse de prise en charge du ticket, exprimé en jours ;

Dt = le temps de réponse décrit par le prestataire dans son offre.

Pénalités pour travail dissimulé : Conformément à l'article L.8222.6 du code du travail, des pénalités peuvent être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail concernant le travail dissimulé.

10 - Modalités de facturation et de règlement

10.1 Modalités de facturation

Les demandes de paiements devront comporter obligatoirement le numéro de l'accord-cadre. En cas d'erreur d'adressage imputable au titulaire, le Collège de France ne pourra en aucun être tenu responsable du retard de transmission au service concerné. La date de démarrage du délai global de paiement sera alors la date de réception de la demande de paiement par le Collège de France.

Le titulaire devra transmettre ses factures de façon dématérialisée via Chorus Portail Pro. Pour cela, l'identifiant du Collège de France est son numéro de SIRET : 19753480300014.

Les factures comportent a minima les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro de l'accord-cadre (2025-CDF-04) ;
- la référence au BPU le cas échéant ;
- le numéro d'engagement juridique et le code service (DSI) ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-TIC ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'exécution et directement liés à l'exécution ;

- le montant total TTC le cas échéant des prestations exécutées ;
- la date de facturation.

10.2. Modalités de règlement

Les règlements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Cas d'un titulaire unique ou d'un groupement avec mandataire : Le Collège de France se libérera des sommes dues au titre de l'accord-cadre par virement établi à l'ordre du titulaire ou du mandataire.

Cas d'un groupement conjoint : Le Collège de France se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre selon la répartition définie dans son offre par virement établi à l'ordre des membres du groupement conjoint.

11 - Dispositions diverses d'exécution

Echanges dématérialisés : Le Collège de France notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Pour l'exécution de la prestations l'utilisation d'un espace de travail collaboratif pour le partage d'information et de documentation est mise en place, limitant ainsi l'échange de mails et le volume des données échangées

Assurances : Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause au Collège de France. Il devra fournir une copie de son assurance responsabilité civile professionnelle dès la notification.

Autres obligations administratives : Le titulaire est tenu de notifier sans délai au Collège de France les modifications survenant en cours d'exécution des prestations et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement des prestations doivent être notifiées au Collège de France. En cas de manquement, le Collège de France ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement. Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222 5 ou D.8222 7 ou D.8254 2 à D.8254 5 du code du travail.

Clause de réexamen : En complément des clauses permettant le réexamen de l'accord-cadre qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution :

Le titulaire unique pourra proposer au Collège de France la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité ;
- Cession de contrat ;
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles ;
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le Collège de France vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, le Collège de France acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles à l'accord-cadre.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce ;
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres dudit groupement ;
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ;

Les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut,

- Dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;

- Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :
 - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
 - de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution : Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, par dérogation à l'article 3.5 du CCAG-TIC.

Langue : Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative au présent accord-cadre doit être rédigée en langue française.

12 - Litiges

Le Collège de France et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

Tout différend entre le titulaire et le Collège de France doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au Collège de France dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le Collège de France dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Comités consultatifs de règlement amiable des litiges : En application des articles L2197-1, R2197-23 et R2197-24 du Code, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés dans des conditions fixées par décret.

Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

Le mode de saisine, la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement des comités consultatifs sont fixés par décret.

Dans l'hypothèse où aucune solution amiable n'aurait pu être trouvée dans un délai de 15 jours à compter de la notification du différend par tout moyen permettant d'en attester bonne réception par l'une des parties à l'autre partie, le litige pourra être soumis au Tribunal Administratif de Paris, seul compétent pour en connaître. Le droit français est seul applicable.

13 - Résiliation de l'accord-cadre

L'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions prévues aux articles L2195-1 à L2195-6 du Code de la commande publique et selon les modalités prévues au chapitre 7 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le Collège de France, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA diminué du montant hors TVA non révisé des prestations forfaitaires admises, un pourcentage égal à 5,00%.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés au Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par l'accord-cadre.

14 - Dérogation au CCAG-TIC

Articles du CCAP concernés	Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé
2	4.1
8	14
13	3.5

15 - ANNEXES

15.1 - TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL :

Le Collège de France est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du Règlement Général sur la Protection des Données (ci-après « RGPD »)

Le présent document a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le(s) titulaire(s) d'un marché ou d'accord-cadre s'engage(nt) à effectuer pour le compte du Collège de France les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre des marchés et accords-cadres du Collège de France, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Précisions terminologiques : Dans le cas présent, le responsable de traitement au sens du règlement (UE)2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est le Collège de France et le sous-traitant est/sont le(s) titulaire(s) des marchés et accords-cadres du Collège de France.

Nature et durée du traitement de données à caractère personnel : Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Collège de France les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestation(s) objet(s) des marchés publics qui lui sont attribué, sans que le liste en soit exhaustive. Ces données à caractère personnel sont traitées pour la durée dudit marché ou accord-cadre.

Les types de données à caractère personnel traités sont les suivantes :

- Les noms et prénoms ;
- Fonctions ;
- Coordonnées professionnelles et personnelles.

Les catégories de personnes concernées par les données sont toute personne bénéficiaire et/ou pouvant prétendre bénéficier des prestations objets des marchés du Collège de France.

Données sensibles : Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé, des données concernant la vie intime ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

Mise en œuvre du traitement :

Obligations du titulaire vis-à-vis du Collège de France :

Le titulaire du marché ou de l'accord-cadre prend, notamment, les engagements suivants :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du marché ou de l'accord-cadre dont il est titulaire ;
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du Collège de France figurant en annexe ou dans les documents particuliers du marché ou de l'accord-cadre dont il est titulaire. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le Collège de France ;
- Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union Européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le Collège de France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information. Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé. A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche du Collège de France pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution du marché ou de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD. Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, le Collège de France procède à la résiliation du marché ou de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG-TIC de référence.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du marché ou de l'accord-cadre dont il est titulaire ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du marché ou de l'accord-cadre dont il est titulaire :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnelPrendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement : Lorsque le titulaire (qui est, pour rappel, sous-traitant au sens RGPD), fait appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique) pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit le Collège de France (le responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être

effectuée que si le Collège de France n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du Code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du Collège de France, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du RGPD pour le compte et selon les instructions du Collège de France. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le titulaire demeure pleinement responsable de l'exécution des obligations du sous-traitant conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le titulaire informe le Collège de France de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement : Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données. La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec le Collège de France avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du Collège de France et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Le titulaire doit pouvoir garantir, pendant toute la durée des prestations, que l'intégralité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de l'exécution du marché ou de l'accord-cadre en qualité de sous-traitant RGPD sont traitées et plus généralement rendues accessibles exclusivement au sein :

- De l'Espace Economique Européen ;
- D'un État tiers bénéficiant d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD ;
- Ou, à défaut, que les transferts résultant de la réalisation des prestations sont encadrés par des garanties appropriées ou des règles d'entreprise contraignantes au sens des articles 46 et 47 du RGPD, le cas échéant complétées par des mesures supplémentaires visant à garantir qu'il ne pourra pas y être fait échec dans l'État tiers de destination, dans le strict respect de la jurisprudence.

La garantie du titulaire sur ce point doit non seulement couvrir l'hébergement des données, mais également toutes les opérations de traitement réalisées par le titulaire ou par les sous-traitants RGPD ultérieurs auxquels pourraient le cas échéant être confiées certaines opérations de traitement (telles que notamment maintenance, assistance...)

Le titulaire doit ainsi pouvoir garantir que les données traitées ne peuvent pas être rendues accessibles à des destinataires, y compris des autorités administratives ou judiciaires, situés hors de l'Espace économique européen sans que soit respecté le droit applicable, et en particulier le RGPD. Le titulaire détaillera les moyens mis en place pour y répondre.

Notification des violations de données à caractère personnel : Le titulaire notifie au Collège de France toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par tout moyen permettant d'en assurer bonne réception. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Collège de France, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) au maximum 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte du Collège de France, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou à prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée, sans retard indu.

Après accord écrit du Collège de France, le titulaire communique, au nom et pour le compte de celui-ci, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique. La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;

- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou à prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par le Collège de France de ses obligations :

Le titulaire aide le Collège de France :

- À la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données ;
- À la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition du Collège de France la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Collège de France ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

Mesures de sécurité : Le titulaire met en œuvre toutes les mesures de sécurité possible dans la mesure de ses moyens.

Sort des données : Au terme de l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, le Collège de France informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. Il peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel ;
- renvoyer toutes les données à caractère personnel au Collège de France ou au tiers désigné.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

Délégué à la protection des données : Dès la notification du marché ou de l'accord-cadre, le Collège de France communique au titulaire le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

Registre des activités de traitement : Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte du Collège de France comprenant :

- Le nom et les coordonnées du Collège de France, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du Collège de France ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :

- -La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- -Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- -Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- -Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel :

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

- 150 € HT pour non transmission du nom et des coordonnées du DPD du titulaire, et/ou pour absence de notification au Collège de France d'une violation de données à caractère personnelle, et/ou pour non-tenue du registre des activités de traitement.
- 50 € HT par jour de retard (à compter du jour de la notification) en cas de non-communication de l'identité du DPD ou en cas de non-respect du délai de notification des violations de données à caractère personnel.

Conformément au CCAG-TIC de référence, le Collège de France peut résilier le marché ou l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché ou de l'accord-cadre dont il est titulaire.

15.2 - DISPOSITION SUR LA CONFIDENTIALITE ET LE SECRET DES AFFAIRES :

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiel les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché ou de l'accord-cadre qui lui est attribué, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du Collège de France, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou de l'accord-cadre, ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le Collège de France peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché ou de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par le Collège de France à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

Le Collège de France s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

Le Collège de France informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés. Tout au long de l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai au Collège de France toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

15.3 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONFLITS D'INTERETS :

Au sens de la réglementation applicable en matière de marchés publics, le conflit d'intérêts est défini comme « *toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure du marché public* ».

Le titulaire d'un marché public ou d'un accord-cadre du Collège de France s'engage à maintenir, en toutes circonstances, son indépendance dans l'accomplissement de sa mission. En cas de cotraitance, la mission peut être répartie entre le ou les autre(s) cotraitant(s), de sorte que le(s) cotraitant(s) placé(s) dans une situation de conflits d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts soi(en)t exclu(s) de la mission litigieuse.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces stipulations non seulement à ses salariés mais également à tout sous-traitant auquel il pourrait avoir recours pour l'exécution du marché ou de l'accord-cadre du Collège de France dont il est titulaire.

Toute situation de conflit d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts non déclarée peut emporter la résiliation du marché ou de l'accord-cadre sans mise en demeure préalable et sans indemnité.

15.4 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACHAT RESPONSABLE :

Conformément au Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-TIC) applicable au marché public ou à l'accord-cadre concerné qui s'y prêtent du Collège de France, si les documents particuliers du marché ou de l'accord-cadre prévoit expressément des clauses d'exécution environnementale ou sociale, ces obligations doivent être vérifiables selon des méthodes objectives, et faire l'objet d'un contrôle effectif.

Des critères dans la notation des offres seront prévus afin de favoriser la mise en place effective et efficiente d'un achat responsable.

En ce sens, le Collège de France œuvre pour la mise en place d'un engagement pour des achats responsables qui s'articule autour des axes suivants :

- Mettre en œuvre une responsabilité sociétale ;
- Réduire l'empreinte environnementale et accompagner la transition écologique ;
- Faciliter l'accès des PME/TPE aux marchés et l'émergence de nouvelles filières ;
- Promouvoir la recherche et l'innovation.

Le titulaire d'un marché public du Collège de France se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par les documents particuliers du marché le cas échéant. Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales et sociales fixées par le marché ou l'accord-cadre.

S'agissant du développement durable : Les marchés publics et accord-cadre du collège de France qui s'y prêtent - c'est-à-dire impliquant des travaux ou la réalisation d'une prestation de service matérielle et quantifiable - prévoient des critères de sélection des offres relatifs au respect de l'environnement et aux mesures en faveur du développement durable mises en œuvre dans l'exécution du marché.

Les marchés publics et accord-cadre du collège de France peuvent prévoir les mesures écologique et de respect de l'environnement impliquant entre autres l'utilisation de véhicules propres et/ou optimisation des trajets dans le cadre de livraison, l'utilisation prioritaire de produits éco-responsables, l'utilisation prioritaire de produits recyclés/recyclables pour les emballages, la mise en place de mesures de gestion des nuisances (sonores, olfactives, poussières, etc...) dans le cadre de travaux, la mise en place de mesures de sobriété énergétique, liste non exhaustive.

S'agissant de la responsabilité sociétale : Dans les marchés et accords-cadres qui s'y prêtent - c'est-à-dire impliquant l'emploi ou la mise à disposition de personnels - le Collège de France s'efforcera de privilégier la mise en place de leviers afin de contribuer à la réinsertion de personnes éloignées de l'emploi et/ou de personnes en situation de handicap, de favoriser la participation d'acteurs de l'économie sociale et solidaire, et de valoriser les pratiques de responsabilité sociale des entreprises.

Dans les marchés et accords-cadres qui s'y prêtent et comprenant une clause de responsabilité sociale, les entreprises qui candidateront s'engagent à réaliser une action d'insertion professionnelle, en faveur de personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès ou de retour à l'emploi.

Les personnes concernées par cette action sont :

- Les bénéficiaires des minima sociaux (RMI, ASS, API) ;
- Les demandeurs d'emploi de longue durée, inscrits à France Travail depuis 12 mois ou plus ;
- Les personnes ayant une reconnaissance du statut de travailleur handicapé ;
- Les personnes de moins de 26 ans, sans qualification.

L'engagement d'insertion du titulaire peut être réalisé en ayant recours aux modalités ci-dessous :

- Embauche directe dans l'entreprise, via les contrats suivants :
- CDD ou CDI de droit commun (signés postérieurement à la date de notification du marché ou de l'accord-cadre) ;
- Contrat d'Insertion Revenu Minimum d'Activité (CIRMA en cours) ;
- Contrat en alternance (contrat de professionnalisation ou d'apprentissage en cours).
- Recours à la cotraitance ou à la sous-traitance d'une partie de la prestation à une entreprise d'insertion.
- Recours à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

Dans le cadre de son engagement d'insertion le titulaire du marché précisera dans son offre - ou à défaut au cours de la période de préparation de l'exécution de la prestation - la/les modalité(s) de réalisation de l'engagement d'insertion, et/ou les postes confiés aux personnes éligibles, et/ou les missions sous-traitées à une entreprise d'insertion, avec le cas échéant, les noms et coordonnées des structures d'insertion et les actions d'intégration prévues (formations, tutorats...).

Il sera procédé par le Collège de France au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, pour laquelle le titulaire s'est engagé. A cet effet, celui-ci produira tous les renseignements et justificatifs nécessaires, notamment les contrats de travail, factures des structures d'insertion, liste non exhaustive.

Le non-respect des obligations d'insertion et/ou le refus caractérisé de transmission des renseignements entraînera l'application de pénalités prévues au marché le cas échéant, et sauf si le titulaire du marché ou de l'accord-cadre signale une difficulté pour réaliser cet engagement.

15.5 - DISPOSITIONS EN CAS DE MENACES SANITAIRES GRAVES APPELANT DES MESURES D'URGENCE :

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du Code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché ou de l'accord-cadre par le Collège de France ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché ou de l'accord-cadre par le Collège de France et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent document.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de pénalités contractuelles, de sanctions à l'égard du titulaire, ainsi qu'à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire : Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant du Collège de France et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le Collège de France précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ou de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché ou de l'accord-cadre à la demande du titulaire, le Collège de France se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle du Collège de France. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant au Collège de France d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants, ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative du Collège de France : Si le Collège de France décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le Collège de France précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

Le Collège de France ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse au Collège de France un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG-TIC de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- Les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- Les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- La part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations : Le Collège de France prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG-TIC de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative du Collège de France qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché ou de l'accord-cadre. Toute modification de durée ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée : Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché ou l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, le Collège de France en prononce la résiliation sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG-TIC de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation :

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande (le cas échéant) : L'annulation d'un bon de commande par le Collège de France à la suite d'un événement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse au Collège de France un mémoire en réclamation, conformément au CCAG-TIC de référence relatives aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- De l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- De l'existence d'un lien de causalité entre l'événement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat : Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par l'avis de l'Assemblée du Conseil d'Etat en date du 15 septembre 2022.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'événement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Demandes indemnitaires : Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis au Collège de France par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG-TIC de référence et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'événement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire : En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

15.6 - DISPOSITIONS FINANCIERES POUR CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES :

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent encours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R2194-5 du Code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour le Collège de France.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, le Collège de France se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation au Collège de France démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R2194-5 du Code de la commande publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du marché ou de l'accord-cadre.

Le Collège de France vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire

En cas d'acceptation de la demande par le Collège de France, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur ce fondement précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché ou de l'accord-cadre, le Collège de France et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire. Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence.

Le montant correspondant est alors récupéré par le Collège de France :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.